



24.035

**Einsatz elektronischer
Kommunikationsmittel
in grenzüberschreitenden
Zivilprozessen**

**Recours aux moyens de communication
électroniques dans les procédures
civiles internationales**

Erstrat – Premier Conseil

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 18.09.24 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)

Antrag der Mehrheit
Eintreten

Antrag der Minderheit
(Addor, Büchel Roland, Buffat, Golay Roger, Hess Erich, Pahud, Tuena)
Nichteintreten

Proposition de la majorité
Entrer en matière

Proposition de la minorité
(Addor, Büchel Roland, Buffat, Golay Roger, Hess Erich, Pahud, Tuena)
Ne pas entrer en matière

Präsidentin (Riniker Maja, erste Vizepräsidentin): Wir behandeln das Eintreten und die Detailberatung in einer Debatte.

Dandres Christian (S, GE), pour la commission: La nécessité de ce projet était apparue à l'occasion des débats sur la modification du code de procédure civile suisse (CPC). La ligne directrice, qui avait été celle de l'Assemblée fédérale dans le cadre de cette révision, était de simplifier l'avis aux justiciables face à un code qui était considéré, après 10 ans de pratique, comme quelque peu complexe. Il y avait évidemment, comme motivation de cette modification, également le fait de pouvoir faciliter l'apport de la preuve ou l'audition des parties par le recours à des moyens de communication modernes, des moyens de communication électroniques, étant rappelé que l'on était à l'issue de la période du COVID-19. Durant cette période, le Conseil fédéral avait rendu une ordonnance sur le fonctionnement de la justice, qui prévoyait la possibilité de recourir à de tels moyens de communication. On a donc modifié le code de procédure civile suisse; il restait également à modifier les bases juridiques pour les procès ayant lieu à l'étranger. C'est ce qui est proposé par ce texte, initié par la motion 20.4266, "Moderniser les procédures civiles transfrontalières", de la Commission des affaires juridiques du Conseil des Etats, acceptée à l'unanimité il y a de cela une année.

Techniquement, ce projet fait deux modifications. La première est l'adaptation de la déclaration numéro 5 de la Suisse à la Convention de La Haye sur l'obtention des preuves (CLaH70). Comme le but est aussi d'élargir la possibilité de recourir à ces moyens à tous les Etats, et non pas seulement à la soixantaine d'Etats qui sont parties à cette convention, on doit modifier le droit interne, c'est-à-dire la loi fédérale sur le droit international privé (LDIP).

Deux mots de rappel concernant le cadre juridique actuel: évidemment, en arrière-fond, l'administration de la justice pénale ou civile est un acte de puissance publique; par conséquent, pour notifier un acte judiciaire



ou pour obtenir des preuves à l'étranger, l'on doit passer par l'entraide judiciaire. Pour les procédures civiles étrangères, il faut une autorisation du département fédéral et une information à l'autorité d'entraide judiciaire du canton où se trouve la personne à entendre – c'est un reliquat de l'histoire qui est resté, malgré l'unification des règles de procédures civiles à l'échelle fédérale. L'autorisation doit être donnée au cas par cas, même si, en pratique, le département accorde systématiquement ces autorisations. Cela entraîne des lourdeurs et ralentit l'instruction de l'affaire, alors que les dossiers de justice civile nécessitent une grande célérité. De même, l'absence de recours facilité à des moyens de communication, tels que la vidéoconférence ou le téléphone, impose des voyages à l'étranger à des parties ou à des personnes qui souhaitent collaborer, ce qui alourdit ces démarches.

Ce qui changera, avec cette proposition, c'est que l'on remplacera le régime d'autorisation par un régime de communication; solution qui s'offre toujours à l'Office fédéral de la justice et aux cantons. C'est un système très peu formaliste, parce que la communication n'est pas soumise à des règles de forme spécifiques; un simple e-mail pourrait suffire. Par contre, cette information devra contenir les mêmes informations que la demande d'autorisation aujourd'hui en vigueur. Il n'y aura pas non plus nécessité d'auditionner les personnes dans un local de tribunal ou dans le cadre d'une forme spécifique. La personne pourra être entendue où bon lui semble, pour autant que l'audition puisse se faire dans de bonnes conditions. La communication électronique pourra être utilisée non seulement pour la procédure d'obtention de preuves, mais aussi pour toutes les auditions, à savoir également pour celles d'une partie, dans le cadre de l'exercice du droit d'être entendu. Cette règle a pour but d'éviter que le juge qui instruit le dossier civil doive opérer des distinctions entre les

AB 2024 N 1646 / BO 2024 N 1646

déclarations qu'il est en droit d'obtenir et les déclarations qu'il ne serait pas en droit d'obtenir. Il y a évidemment une cautèle pour protéger les droits de la personne entendue, à savoir les mêmes conditions que celles posées par le code de procédure civile suisse et le droit en vigueur pour les auditions d'une autorité étrangère. Le principe de base est celui du consentement de la personne auditionnée. Ce consentement doit être éclairé, parce que le juge devra informer la personne de ses droits. La déclaration de consentement devra être transmise par le biais de la communication à l'autorité fédérale et cantonale.

Il y a également des garanties liées à la protection des données et le droit, pour la personne entendue, d'être interrogée dans sa langue maternelle.

Il n'y aura pas de sanction en cas de violation d'une de ces règles. Il revient à la personne auditionnée de préserver ses droits en refusant son consentement en amont ou alors en le retirant. Il sera possible de retirer le consentement à tout moment de la procédure. Le retrait ne devra pas donner lieu à des sanctions pénales dans le pays où se trouve l'autorité judiciaire en charge de la procédure. Néanmoins, les autorités fédérales et cantonales recevront la communication. Elles pourront donc renseigner la personne à entendre sur ses droits et lui conseiller, le cas échéant, de retirer son consentement. Par contre, l'autorité ne pourra pas interdire l'audition si le juge passe outre les conseils donnés à la personne entendue.

Reste évidemment la dénonciation pénale, parce que le code pénal n'est pas modifié. Si le juge étranger viole le consentement de la personne, il y aura des possibilités de sanctions pénales. L'autorité fédérale pourra dénoncer cela au ministère public.

On doit évidemment relever que les risques sont beaucoup moins grands dans le domaine civil que pour la procédure spéciale, parce que le principe de spécialité restera applicable. Qu'est-ce que le principe de spécialité? Les témoignages et les dépositions faites dans ce cadre et dans le contexte de cette réglementation ne pourront en aucun cas être utilisés dans le cas d'une procédure pénale.

On a une opposition – je termine avec cela, Madame la vice-présidente – d'une minorité, qui juge inacceptable l'ingérence de l'Etat étranger. Je crois que la pesée d'intérêts a été faite de manière fine à plusieurs reprises dans le cadre de la révision du code de procédure civile, mais également dans le cadre de l'examen de la motion acceptée par le Conseil des Etats à l'unanimité.

C'est la raison pour laquelle on vous demande d'accepter cette proposition de modification.

Bregy Philipp Matthias (M-E, VS), für die Kommission: Ihre Kommission hat am 21. Juni dieses Jahres diesen Bundesbeschluss beraten, ist mit 15 zu 6 Stimmen bei 1 Enthaltung darauf eingetreten und hat ihm in der Gesamtabstimmung mit 16 zu 7 Stimmen bei 1 Enthaltung zugestimmt. Das ist ein klares Resultat, wie es sich bereits nach der Vernehmlassung gezeigt hat. Dort haben sechzehn Kantone, drei Parteien und drei Organisationen eine vorbehaltlose Unterstützung zugesagt, einzig eine Organisation hat sich ablehnend geäußert.

Die Frage ist: Um was geht es hier? In dieser Vorlage geht es um die Zustimmung zum Bundesbeschluss über den Einsatz elektronischer Kommunikationsmittel in grenzüberschreitenden Zivilprozessen. Der Inhalt



ist simpel. In einem ersten Teil wird dem Bundesrat die Ermächtigung gegeben, die Erklärung zum Haager Übereinkommen über die Beweisaufnahme im Ausland in Zivil- oder Handelssachen zu ändern. In einem zweiten Teil erfolgt eine Änderung von Artikel 11 und Artikel 11a Absatz 4 des Bundesgesetzes über das Internationale Privatrecht (IPRG). Der Anstoss zu dieser Gesetzesvorlage kam aus dem Ständerat. Hierzu gab es die Motion 20.4266 der RK-S, "Modernere grenzüberschreitende Zivilprozesse", die im Ständerat einstimmig angenommen wurde.

Das Ziel ist die Vereinfachung von Video- und Telefonkonferenzen im internationalen Kontext von Zivilprozessen. Es ist wenig überraschend, dass dieses Ziel gerade jetzt aufs Tapet kommt; es gibt einen direkten Zusammenhang mit der überarbeiteten ZPO, bei der man diese Möglichkeiten in inländischen Verfahren geschaffen hat.

Heute ist die Situation so: Wer eine solche Anhörung machen will, braucht die Zustimmung des Bundesamtes für Justiz. Es ist zudem so, dass das Verfahren in Nichtvertragsstaaten des Haager Beweisaufnahmeübereinkommens nicht möglich ist. Neu wird es ohne behördliche Genehmigung möglich sein, es bleibt einzig eine Mitteilungspflicht. Es handelt sich also um eine klare Erleichterung.

Die Voraussetzung dafür ist klar: Der Schutz der schweizerischen Souveränität muss bestehen bleiben, ebenso derjenige der betroffenen Personen. Das bedeutet unter anderem das Recht auf die Befragung in der Muttersprache oder den Schutz von Personendaten. Zudem soll das Regime neu auch für Nichtvertragsstaaten gelten, deshalb ist eine Ergänzung des IPRG notwendig.

Wichtig ist, dass die Teilnahme an einer Video- oder Telefonkonferenz nur auf freiwilliger Basis erfolgen kann. Die betroffenen Personen, die per Video- oder Telefonkonferenz befragt werden sollen, müssen also zustimmen. Diese Freiwilligkeit ergibt sich direkt aus Artikel 17 des Haager Beweisaufnahmeübereinkommens. Dort wird von einer Befragung ohne Anwendung von Zwang gesprochen. In der Schweiz verstehen wir diese Befragung ohne Anwendung von Zwang als Zustimmungserfordernis. Wir verstehen dies aber nicht nur in der Schweiz so. Es ist vielmehr international anerkannt, dass Befragung ohne Zwang Freiwilligkeit bedeutet. Sie können insbesondere die Literatur in der deutschen Rechtsprechung hierzu konsultieren.

Für die Kommission war und ist klar, dass die Freiwilligkeit ein entscheidendes Element dieser Vorlage ist. Daher sage ich das hier auch nochmals zuhänden der Materialien, damit es klar ist. Abgebildet wird dies übrigens in Artikel 11 Absatz 3 des Entwurfes; dort haben wir einen expliziten Hinweis auf das Haager Übereinkommen. Zu beachten gilt es – ich sage das, weil es manchmal zu Missverständnissen kommt –, dass dieser Bundesbeschluss einzig für ausländische Verfahren gilt und nicht für inländische.

Ihre Kommission – erlauben Sie mir kurz noch diese Ausführungen – hat sich auch zu Fragen wie zum Beispiel dem Einsatz von künstlicher Intelligenz geäußert und dazu, wie sich garantieren lässt, dass die Regeln eingehalten werden. Bei der ZPO ist es so, dass der Bundesrat eine Verordnung erlassen kann, um die Regeln zu definieren. Hier bei den ausländischen Verfahren ist es am ausländischen Staat, die Normen festzulegen, und es liegt am ausländischen Gericht, diese Normen zu kontrollieren.

Ich komme zum Schluss. Warum sind wir für Zustimmung? Es gibt zwar keinen wesentlichen Vorteil für die Schweiz, aber mindestens einen für Personen, die in der Schweiz wohnen. Zudem sind solche Videokonferenzen nichts Neues. Bis heute wurde zudem jede, die beantragt wurde, auch bewilligt.

In diesem Sinne beantragen wir Ihnen Eintreten und Zustimmung zum Bundesbeschluss, wie gesagt mit 16 zu 7 Stimmen bei 1 Enthaltung.

Addor Jean-Luc (V, VS): Vous l'avez compris, nous parlons, dans le cadre de procédures civiles internationales, des conditions dans lesquelles un juge étranger peut interroger ou entendre une personne séjournant en Suisse par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen électronique de transmission du son ou de l'image. Actuellement, pour entreprendre un tel acte de procédure, l'autorité judiciaire étrangère a besoin de l'autorisation de l'Office fédéral de la justice. Il est proposé de renoncer au principe de l'autorisation. On y renoncerait à une condition explicitement énoncée dans la proposition qui vous est soumise, cela pour autant que des conditions spécifiques de préservation de la souveraineté de la Suisse et de protection de la personne concernée soient réunies. Le mot est lâché: souveraineté. On comprend immédiatement l'enjeu de cette proposition. Il s'agit d'une exception au principe de territorialité et à la souveraineté de la Suisse. On peut se dire: "c'est juste de la procédure civile" – cela a été dit pendant les travaux de la commission. Or, comme l'a rappelé opportunément le rapporteur de langue française,

AB 2024 N 1647 / BO 2024 N 1647

nous parlons quand même, et peu importe le moyen technique qui est utilisé, de l'acte d'une puissance publique.



On nous dit qu'il appartient au juge étranger de s'assurer de l'authenticité de la déposition. On nous dit aussi que, pour la personne qui est entendue, le régime du consentement peut être retiré à tout moment. Or, une fois que l'audition a commencé, une fois que l'on est pris dans l'"engrenage" de la déposition, est-ce si facile de s'en retirer? Est-ce si facile de comprendre les enjeux de procédure? On est en train de renoncer, même dans un domaine tout à fait particulier, à une part de souveraineté.

Pour la minorité de la commission, les avantages de cette proposition en matière de commodité sont évidents, surtout pour les autorités étrangères; pour la Suisse, qu'en est-il? Nous ne voyons pas quel avantage notre pays pourrait retirer de renoncer, sur ce point même tout à fait particulier, à sa souveraineté, ce qui créerait une brèche dans ce principe.

Pour cette raison, au nom de la minorité, je vous propose de ne pas entrer en matière sur ce projet et, si le Conseil national devait entrer en matière, de le rejeter.

Golay Roger (V, GE): Le projet d'arrêté fédéral qui nous est soumis concerne l'obtention de preuves en Suisse dans le cadre de procédures civiles étrangères et, plus particulièrement, le fait d'interroger ou d'entendre par conférence téléphonique ou vidéoconférence une personne séjournant en Suisse. Les actes d'obtention de preuves sont, je vous le rappelle, des actes de puissance publique. Les tribunaux étrangers ne peuvent effectuer de tels actes directement sur notre territoire, ils doivent passer par la voie de l'entraide judiciaire.

Pour la Suisse, deux traités règlent l'obtention de preuves en matière civile par la voie de l'entraide judiciaire, la Convention de La Haye du 1er mars 1954 relative à la procédure civile et la Convention de La Haye du 18 mars 1970 sur l'obtention de preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale, dont il est question dans le projet d'arrêté fédéral. Le chapitre 2 de cette dernière convention autorise, dans certaines circonstances, l'obtention directe de preuves sur le territoire étranger, soit par l'action d'un représentant diplomatique ou consulaire, soit par l'action d'un commissaire désigné par le tribunal devant lequel la procédure est engagée. Ces mesures doivent être mises en oeuvre sans contrainte et requièrent en principe l'autorisation préalable de l'Etat sur le territoire duquel elles sont déployées. Les Etats contractants peuvent faire une déclaration pour renoncer à l'obligation de demander une autorisation. Tel n'est pas le cas de notre pays, qui a déclaré que toutes les formes d'obtention directe de preuves requéraient l'autorisation préalable du Département fédéral de justice et police (DFJP). Selon la pratique suivie de longue date par le DFJP, l'interrogatoire d'une personne séjournant en Suisse par conférence téléphonique ou vidéoconférence peut être autorisé si certaines conditions sont réunies. Cette pratique concerne tant les interrogatoires réalisés par un commissaire que ceux réalisés par un tribunal étranger. Le maintien de l'obligation de demander une autorisation est, selon nous, bien fondé et se justifie toujours. Il s'agit de protéger le sujet de droit suisse contre le risque lié à un interrogatoire qui prendrait une tournure excessive tant sur le fond que sur la forme. Ainsi, l'autorisation d'interroger n'est donnée que si le sujet de droit suisse y consent, que l'interrogatoire a lieu dans sa langue maternelle et que la protection de certaines données est garantie.

Le projet qui nous est soumis prévoit de renoncer à la demande d'autorisation et de la remplacer par une simple communication aux autorités suisses. Si le groupe UDC salue en principe toutes les simplifications administratives, il s'oppose avec fermeté à celles qui peuvent péjorer la position des personnes qui, depuis la Suisse, sont prises dans un litige avec des parties étrangères. Même si les règles qui prévalent s'agissant de ces interrogatoires sont censées rester les mêmes, le fait de renoncer à une autorisation expresse de les conduire engendre de facto un affaiblissement de la position de la partie suisse et de jure un affaiblissement de la souveraineté judiciaire suisse. Nous ne souhaitons pas cet affaiblissement. Nous devons agir de manière souveraine, c'est-à-dire en conservant la possibilité de dire oui comme celle de dire non, dans des situations que le DFJP identifierait comme risquées pour la partie suisse, parce que notamment toutes les règles de conduite de la procédure pourraient ne pas être respectées.

Le groupe UDC vous encourage à rejeter le projet d'arrêté fédéral soumis au vote.

Gianini Simone (RL, TI): Sulla scia della rapida digitalizzazione della società, la possibilità di effettuare interrogatori e audizioni mediante mezzi di comunicazione elettronici si sta, viepiù, diffondendo nei procedimenti civili. Anche a seguito della pandemia da Covid-19, la richiesta di videoconferenze è nettamente aumentata. Malgrado ciò, oggi, nel quadro di un procedimento civile estero, l'interrogatorio o l'audizione mediante audio- o videoconferenza di una persona in Svizzera deve ancora essere preventivamente autorizzati ad uno ad uno dall'Ufficio federale di giustizia, rendendo così più difficile e macchinoso il ricorso a quei moderni mezzi di comunicazione elettronici che in parte allevierebbero le complicazioni procedurali per persone, siano esse parti o testimoni, a titolo personale o in rappresentanza di imprese elvetiche, residenti in Svizzera.

È in questo contesto che, tra la fine del 2020 e l'inizio del 2021, le Camere federali hanno accolto all'unanimità



la mozione della Commissione degli affari giuridici del Consiglio degli Stati 20.4266, "Procedure civili più moderne in ambito internazionale". Tale mozione era riconducibile alla revisione del codice di procedura civile, nell'ambito della quale il Parlamento ha regolato, permettendole, la tenuta di udienze e la raccolta di prove testimoniali in video- e teleconferenza dei procedimenti civili, riconoscendo anche la necessità di adeguare le disposizioni per i casi transfrontalieri. Le nuove norme interne del codice di procedura civile entreranno in vigore il prossimo 1° gennaio 2025.

Su quella base, il Consiglio federale ha quindi presentato un progetto di modifica della dichiarazione rilasciata dalla Svizzera, con oggetto gli articoli da 15 a 17 della Convenzione dell'Aja sull'assunzione all'estero delle prove in materia civile o commerciale, di cui il nostro paese è firmatario. Per quanto riguarda i paesi non firmatari della Convenzione, verso i quali pure è previsto che valga la semplificazione proposta, è importante l'aggiornamento dell'articolo 11 della legge federale sul diritto internazionale privato. Questa modifica permetterà, senza più la necessità di un'autorizzazione preliminare, un interrogatorio o un'audizione di una persona soggiornante in Svizzera, mediante audioconferenza o videoconferenza, da parte di un'autorità giudiziaria estera, se sono soddisfatte determinate condizioni volte a preservare la sovranità svizzera e a tutelare la persona interessata. Tali condizioni dovranno figurare nella dichiarazione.

Dopo aver sostenuto quella relativa alle procedure civili interne di prossima entrata in vigore, il gruppo liberale-radical sostiene questa modernizzazione anche delle procedure civili transfrontaliere. Ciò nel segno di una concezione liberale, non burocratica, più economica ed efficiente della giustizia, a tutto beneficio dei cittadini residenti in Svizzera e delle imprese con sede in Svizzera, sempre più oggetto di procedure civili e commerciali internazionali e quindi con il buon diritto di far valere le proprie ragioni, rispettivamente di deporre senza eccessive complicazioni e segnatamente senza doversi per forza recare all'estero se lo Stato interessato a sua volta lo prevede.

Va ovviamente da sé che tale possibilità dovrà, come lo sarà, essere condizionata a precise condizioni che garantiscano i principi del nostro Stato di diritto e la nostra sovranità, in questo caso non messa in discussione ma giustamente adattata alle legittime esigenze dei nostri concittadini e delle nostre aziende con sede in Svizzera. Dico ciò anche in risposta alla minoranza formata dai deputati del gruppo dell'Unione democratica di centro, unico partito pronunciatisi contro la semplificazione qui proposta, malgrado abbia sostenuto anch'esso la mozione citata in entrata, che già conteneva tutti gli elementi di internazionalità, così come la recente modifica del Codice di procedura civile.

AB 2024 N 1648 / BO 2024 N 1648

A nome del gruppo Liberale-radical vi invito pertanto ad approvare il progetto, sostenendo la proposta della maggioranza della Commissione degli affari giuridici.

Präsidentin (Riniker Maja, erste Vizepräsidentin): Die SP-Fraktion verzichtet auf ein Votum und unterstützt den Antrag der Mehrheit.

Bally Maya (M-E, AG): Wenn wir etwas aus der Corona-Pandemie gelernt haben, dann dies: Wir müssen nicht für alle Termine, auch nicht jene im Ausland, persönlich anreisen. Seither finden viel mehr Termine via Online-Konferenzen statt. Dies hat sich bewährt und spart Zeit, Geld und Energie. Auch bei grenzüberschreitenden Zivilprozessen ist es möglich, elektronische Kommunikationsmittel wie Telefon- oder Videokonferenzen zu nutzen. Eine Befragung oder Anhörung von sich in der Schweiz aufhaltenden Personen kann ohne Weiteres auf diese Weise stattfinden. Heute braucht es dafür eine vorgängig eingeholte behördliche Bewilligung. Dies soll künftig nicht mehr nötig sein.

Die Mitte-Fraktion kann eine gewisse Skepsis, was die Überprüfbarkeit der Person angeht, sehr wohl nachvollziehen, wobei die Überprüfbarkeit vor allem bei Telefonkonferenzen schwierig sein dürfte. Offenbar finden aber solche Befragungen und Anhörungen vor allem via Videokonferenzen statt. Zudem ist es Aufgabe des ausländischen Gerichtes, diesbezüglich Normen festzulegen, wie das auch die Schweiz für die eigenen Verfahren macht; der Kommissionssprecher, Nationalrat Bregy, hat dies bereits ausgeführt. Ganz wichtig ist auch: Die Teilnahme via elektronische Kommunikationsmittel bleibt freiwillig.

Die Mitte-Fraktion unterstützt die Vereinfachung beim Einsatz elektronischer Kommunikationsmittel in grenzüberschreitenden Zivilprozessen im Sinne der gesellschaftlichen Veränderungen und der Digitalisierung. Sie tut dies auch in Anbetracht dessen, dass dies bereits in der Praxis gelebt wird, einfach mit behördlicher Bewilligung, die aber, wie uns mitgeteilt wurde, kaum einmal nicht erteilt wurde. Wir hoffen, dass die Mehrheit in diesem Saal der Vereinfachung und somit diesem Geschäft ebenfalls zustimmen wird.

Mahaim Raphaël (G, VD): Au sujet de cet objet, j'aimerais faire une première remarque introductive: l'utilisation



de la visioconférence dans les procédures civiles n'est pas un acte anodin. Ce n'est pas un acte anodin, parce que – oui – cela peut porter atteinte aux droits des parties. A l'évidence, la modalité technique d'une audition par visioconférence ne provoque pas le même type de rapport entre l'autorité, le juge et le justiciable que si l'on se voit en vrai, en présentiel, comme on le dit maintenant. A cet égard, il faut donc être particulièrement vigilant sur ce que l'on prévoit.

Pour la petite histoire, après le début de la pandémie de COVID-19, certains tribunaux s'étaient mis à fonctionner en quelque sorte automatiquement par visioconférence. Le Tribunal fédéral avait tranché, dans un arrêt qui avait fait grand bruit dans la pratique judiciaire, que le juge ne peut pas imposer cela aux parties: il faut leur consentement, sans quoi l'on porte atteinte de manière trop importante à leurs droits.

Malgré cela et ces réserves ou cet avertissement, le groupe des Verts vous invite à soutenir la proposition qui vous est faite aujourd'hui, précisément parce que toutes les garanties sont offertes afin qu'il n'y ait pas d'atteinte aux droits des parties. J'essaierai de dire en quelques mots pourquoi nous pensons que ces garanties sont suffisantes. D'abord, cela a été dit, la question centrale est celle du consentement des parties concernées. Si l'on prévoyait, de quelque façon que ce soit, des possibilités de contourner le consentement des parties, la situation serait alors évidemment différente. On pourrait imaginer des cas de figure où les parties verraient leurs droits violés avec une telle modalité de visioconférence. Ce n'est pas le cas: le principe du consentement est absolu. Cela signifie que la partie qui participe à une procédure internationale aura toujours les moyens de s'opposer à une telle visioconférence.

La deuxième question qu'il faut se poser – c'est également une manière de répondre à la minorité de la commission de notre conseil qui rejette cette réforme –, c'est: l'autorisation de la Confédération, de l'Office fédéral de la justice, apporte-t-elle réellement une plus-value en matière de respect du droit des parties ou de souveraineté? Si l'on tourne la question dans l'autre sens: la réforme proposée représente-t-elle un avantage pour les parties et pour la Suisse dans ces procédures internationales? La réponse à cette question est oui. La réforme qui nous est proposée amène un avantage pour les parties domiciliées en Suisse qui participent à une procédure internationale.

J'aimerais peut-être expliquer pourquoi: tout simplement parce que ce sont elles qui ont intérêt à participer de la façon la plus commode et pratique possible aux procédures. En ce sens, l'autorisation de l'autorité ne permet pas de vérifier, dans les détails et dans le cadre de la procédure en question, si une audition de témoin ou une autre audience peut réellement être réalisée de façon électronique et si les conditions sont optimales ou favorables pour ce faire. En d'autres termes, la simple autorisation fédérale n'amène aucune plus-value pour le justiciable.

A l'inverse – c'est une manière de répondre à mes estimés collègues de commission Addor et Roger Golay –, si l'on décidait de maintenir cette condition lourde et, soit dit en passant, bureaucratique de l'autorisation de l'Office fédéral de la justice, ce serait au préjudice des justiciables suisses, parce que les justiciables suisses ont intérêt à être impliqués dans leurs procédures et à pouvoir y participer de la façon la plus commode possible. Si l'on alourdit ces modalités de participation, contrairement à ce qui se fait ailleurs – dans d'autres pays –, dans les procédures internationales, cela revient à défavoriser le justiciable suisse.

Je peux vous dire – pour le dire clairement – qu'un justiciable suisse qui participe à une procédure internationale a envie de pouvoir s'exprimer le plus facilement possible. Il a envie de pouvoir participer le plus facilement possible à la procédure. En d'autres termes, garder cet encombrement administratif, avec l'autorisation, dans un régime qui fonctionne de plus en plus par visioconférence, représente quelque chose d'inutile et de nuisible aux intérêts des justiciables suisses.

Pour toutes ces raisons, le groupe de Verts vous invite à soutenir la proposition qui vous est faite aujourd'hui.

Flach Beat (GL, AG): Namens der Grünliberalen Fraktion bitte ich Sie, auf diese Vorlage einzutreten. Ehrlich gesagt kann ich nicht ganz verstehen, weshalb es hier überhaupt einen Minderheitsantrag aus der SVP-Fraktion auf Nichteintreten gibt. Ich kann es häufig verstehen, wenn es für die SVP darum geht, dass die Staatssouveränität mit einer internationalen Vereinbarung oder etwas Ähnlichem irgendwie untergraben würde. Aber hier geht es keineswegs um so etwas.

Hier geht es darum, dass heute im Zivilprozessrecht, wenn eine Befragung durch eine ausländische Behörde in der Schweiz stattfinden soll, ein Gesuch um Genehmigung dieser Einvernahme an die Zentralbehörde des Kantons gestellt werden muss. Diese macht eine Prüfung und gibt es dann weiter an das Bundesamt für Justiz, das dieses Rechtshilfeersuchen dann genehmigt oder nicht genehmigt; meistens wird es genehmigt.

Zivilprozesse sind so oder so etwas Mühsames, unabhängig davon, ob Sie Klägerin oder Beklagter sind oder ob Sie im Zuge dieser Befragungen oder der Beweiserhebung irgendwo als Auskunftsperson vorgeladen werden, um den Streitfall zu erledigen. Es dauert oft Monate, häufig Jahre. Wenn es dann noch internationale



Bezüge gibt oder wenn Sie aus der Schweiz heraus Rechtsfälle im Ausland bestreiten müssen, dann wird es vor allen Dingen zu einem einträglichen Geschäft für die Anwältinnen und Anwälte. Die Gerichte können jederzeit auch auf Gesuche um Fristverlängerung und so weiter eingehen. Selbst wenn es nur darum geht, Beweisaufnahmen vorzunehmen: Sofern solche Beweisaufnahmen nicht erfolgen können, weil sich die betreffenden Personen im Ausland aufhalten, können sie zu unglaublichen Verzögerungen des ganzen Verfahrens führen. Das wollen wir nicht mehr, denn unser Anliegen ist auch wirtschaftsfreundlich. Die Minderheit sagt, das bringe der Schweiz nichts. Ich muss Ihnen sagen: Doch, es bringt auch der Schweiz etwas. Sehr

AB 2024 N 1649 / BO 2024 N 1649

häufig gibt es natürlich auch Schweizer Unternehmungen, Schweizer Kläger oder auch Schweizer Beklagte, die im Ausland ein Zivilprozessverfahren durchführen müssen, dürfen, sollen oder wollen und entsprechend auch darauf angewiesen sind, dass das Verfahren doch einigermaßen zügig und beförderlich vonstattengeht, damit man auch wieder weitermachen kann.

Internationales oder globales Geschäften bedeutet halt eben auch grenzüberschreitende Streitigkeiten. Das ist zwar nichts Neues. Aber durch die neuen Technologien, die wir heute haben, kann man das eben auch etwas schneller machen, und man kann den Mief und den Staub der Akten etwas beiseiteblasen, indem man auch auf die digitalen Möglichkeiten baut: auf Telefonkonferenzen oder hier selbstverständlich vor allen Dingen auf Videokonferenzen.

Dieses Verfahren soll nun vereinfacht werden, insbesondere für die Staaten, die diese Regelungen auch einhalten, weil sie mit dem Haager Beweisaufnahmeübereinkommen bereits heute diese Möglichkeiten kennen. Der Bundesrat wird in den Verordnungen die entsprechenden Möglichkeiten schaffen können, sodass das auch für die Kantone funktionieren wird.

Noch ein Punkt, der auch in der Kommission besprochen wurde: Sie wissen, dass es mithilfe künstlicher Intelligenz möglich ist, bei Videokonferenzen anderen Personen eigene Worte in den Mund zu legen und dies relativ klar so zu machen, dass für einen Dritten vielleicht nicht ersichtlich ist, dass dem so ist. Ich finde es im politischen Geschäft ein absolutes No-Go, solche Dinge zu tun. Im Zivilprozessrecht wäre es tatsächlich möglich, dass so etwas gemacht wird. Aber denken Sie bitte daran: Erstens ist es ein Gericht, welches die Anhörung macht. Es gab dann meistens bereits im Verfahren vorher, im Schriftenwechsel, Aussagen, auf die sich dann auch die Befragung stützt. Zweitens wirkt auch die Gegenpartei an diesem Verfahren mit. Das heisst, es gibt mindestens schriftliche Unterlagen, es gibt einen Gerichtskörper, es gibt die Anwesenden im Gericht selber, und es gibt auch die Verteidigerinnen und Verteidiger oder die Klägerinnen und Kläger, die von Anwälten vertreten sind und entsprechend natürlich auch hinschauen müssen, ob da Schindludereien oder Betrugereien mittels künstlicher Intelligenz begangen werden.

Wenn aufgrund künstlicher Intelligenz in diesen Bereichen gewisse Gefahren auf uns zukommen, glaube ich, dass das nicht vor allem in Gerichtsverfahren der Fall sein wird, sondern an ganz vielen anderen Stellen. Insbesondere in der politischen Diskussion müssen wir ein Auge darauf haben, dass wir fair bleiben und dass keine Schindluderei betrieben wird. Aber in diesen Zivilprozessverfahren sehe ich das Risiko als äusserst gering an.

Ich bitte Sie, auf die Vorlage einzutreten und dieser wirtschaftsfreundlichen Lösung hier zuzustimmen.

Jans Beat, Bundesrat: Diese Vorlage geht auf eine Motion der RK-S zurück, die einstimmig angenommen wurde. Nachdem der Einsatz von elektronischen Kommunikationsmitteln bereits mit der ZPO-Revision auf nationaler Ebene ermöglicht wurde, soll er, sofern Personen in der Schweiz betroffen sind, nun auch für ausländische Zivilverfahren erleichtert werden. Heute können Personen in der Schweiz im Rahmen eines ausländischen Zivilverfahrens nur mit Genehmigung des EJPD per Video befragt und angehört werden. Findet das Verfahren in einem Nichtvertragsstaat des Haager Beweisaufnahmeübereinkommens statt, ist eine direkte Befragung oder Anhörung mittels elektronischer Kommunikationsmittel gar nicht erst möglich. Die bisherigen Regeln haben sich als schwerfällig erwiesen. Videobefragungen sollen deshalb, bei gleichbleibendem Schutz der Betroffenen in der Schweiz, vereinfacht werden.

Gemäss dem Ihnen vorliegenden Entwurf tritt an die Stelle der Genehmigungsvoraussetzung eine Mitteilungspflicht. Das neue Regime gilt auch für Nichtvertragsstaaten des Haager Beweisaufnahmeübereinkommens. Das Bedürfnis der Schweizer Bevölkerung und von Schweizer Unternehmen für eine Videoteilnahmemöglichkeit besteht nämlich unabhängig davon, wo ein Verfahren stattfindet. Damit eine Videoeinvernahme in der Schweiz möglich ist, müssen neben der Mitteilungspflicht noch weitere Bedingungen erfüllt sein. Diese dienen dem Schutz der betroffenen Personen sowie der schweizerischen Souveränität. So kann etwa eine Überset-



zung verlangt werden, oder ein Schweizer Gericht kann bei der Befragung zuhören. Schon heute sind solche Videobefragungen oder -anhörungen einzig auf freiwilliger Basis möglich. Die betroffene Person muss also vorgängig ihr Einverständnis dazu gegeben haben.

Gemäss dem Ihnen vorliegenden Entwurf ermächtigt das Parlament den Bundesrat dazu, die Erklärung der Schweiz zum Haager Beweisaufnahmeübereinkommen entsprechend anzupassen. In seiner Botschaft hat der Bundesrat aufgezeigt, wie er sich die neu gefasste Erklärung vorstellt. Daneben sieht der Entwurf auch Änderungen im IPRG vor, deren Hauptzweck darin besteht, das neue, liberalere Umsetzungsregime zum Haager Beweisaufnahmeübereinkommen auch auf Nichtvertragsstaaten anwenden zu können. Nebenbei werden noch die wichtigsten Grundsätze der aktuellen Rechtshilfepraxis ins Gesetz überführt.

Die Kommissionsminderheit hat Bedenken wegen der schweizerischen Souveränität. Hierzu ist Folgendes zu sagen: Bereits unter dem geltenden Recht bewilligt das EJPD Beweisaufnahmehandlungen in der Schweiz durch Vertreter oder Vertreterinnen ausländischer Zivilgerichte. Dazu gehören auch Videobefragungen. Videobefragungen tangieren die schweizerische Souveränität weniger als die anderen Fälle, da hierzu keine ausländischen Gerichtsvertreter persönlich in die Schweiz kommen müssen.

Unter dem geltenden Recht wird ein ausländisches Gesuch auf Durchführung einer Videobefragung so gut wie immer bewilligt, sofern alle nötigen Informationen vorliegen. Mit der vorgesehenen Umwandlung der Bewilligungspflicht in eine Mitteilungspflicht ändert sich so gesehen wenig. Die wichtigste Änderung ist das Wegfallen des Aufwandes, einerseits für die Gesuchstellenden, andererseits für die Verwaltung, sowie der zeitlichen Verzögerung, die mit der Bewilligung einhergeht. Die Verzögerung lässt sich deutlich verkürzen. Die Auflagen, mit denen Bewilligungen nach der aktuellen Praxis versehen werden, werden in angepasster Form beibehalten und gar noch verschärft.

Einzelne Kommissionsmitglieder haben die Gefahr von Manipulationen mittels künstlicher Intelligenz angesprochen, welche beim Einsatz von Video- oder Telefonkonferenzen bestehen kann. Hierzu ist aber klar festzuhalten, dass die Vorlage keine neuen Probleme schafft. Der Ersatz der Bewilligung durch eine Mitteilungspflicht hat keinen Einfluss auf diese technischen Fragen. Die vom Bundesrat geplante Neufassung der Erklärung zum Haager Beweisaufnahmeübereinkommen sieht gewisse Minimalstandards für die Durchführung einer Video- oder Telefonkonferenz vor, dazu gehören auch Bedingungen zur Datensicherheit und zum Datenschutz.

Auch das Verfahrensrecht des ausländischen Gerichtsstaates wird in der Regel gewisse Standards zum Datenschutz vorsehen. Das ausländische Gericht hat selbst ein Interesse daran, allfällige Manipulationen zu verhindern. Sollte die weitere technologische Entwicklung neue Auflagen nötig machen, kann der Bundesrat die Erklärung jederzeit anpassen.

Ich fasse zusammen: Die vorgesehene Revision erleichtert den Einsatz elektronischer Kommunikationsmittel bei grenzüberschreitenden Prozessen und ermöglicht es insbesondere Personen in der Schweiz, mit geringem Aufwand an ausländischen Verfahren teilzunehmen. Zudem wird der Aufwand für die Betroffenen und die Verwaltung reduziert, da eine Mitteilungspflicht an die Stelle von aufwendigen Bewilligungsverfahren tritt.

Je vous invite donc à suivre votre commission et à entrer en matière sur le projet, puis à l'accepter.

Golay Roger (V, GE): A la page 2 du message du Conseil fédéral – que je vous lis, car c'est court –, il est indiqué: "Dans le cadre de procédures civiles étrangères, les personnes séjournant en Suisse pourront être interrogées ou entendues par conférence téléphonique ou vidéoconférence sans autorisation préalable, pour autant que des conditions spécifiques

AB 2024 N 1650 / BO 2024 N 1650

de préservation de la souveraineté de la Suisse et de protection de la personne concernée soient réunies." S'il n'y a plus d'autorisation, mais un simple avis envoyé aux autorités suisses, comment ces conditions spécifiques pourront-elles être garanties?

Jans Beat, conseiller fédéral: Merci pour cette question. Comme je viens de le dire, c'est dans l'intérêt de toutes les parties de jouer avec ces règles que l'on a appliquées. Ce n'est donc pas le processus que nous définissons aujourd'hui qui définit, à la fin, comment les règles sont pratiquées.

Bregy Philipp Matthias (M-E, VS), für die Kommission: Einen Vorteil haben per Videokonferenz durchgeführte Einvernahmen: Man kann diejenigen, die nicht sprechen sollen, einfach auf "mute" stellen. Das ist vielleicht etwas, was wir hier im Parlament auch einführen sollten.

Aber zurück zur Sache und kurz zum Antrag der Minderheit Addor auf Nichteintreten, den Herr Golay eben vertreten hat: Die Gefahr, dass das Territorialitätsprinzip verletzt oder geschwächt wird, sehen wir nicht. Klar, es handelt sich um eine Ausnahme von diesem Prinzip, aber, und darauf gilt es noch einmal hinzuweisen,



der Einsatz solcher Kommunikationsmittel ist erstens nicht neu, zweitens wurde er bisher immer bewilligt, und drittens – das ist ganz entscheidend – ist er nur bei freiwilliger Teilnahme möglich, das heisst, die betroffenen Personen müssen sich dazu bereit erklären. Das heisst auch, dass wir die Rolle der Personen, die an solchen Zivilprozessen beteiligt sind, mit dieser Möglichkeit stärken, weil sie dann nicht ins Ausland gehen müssen. Zudem, das hat auch Bundesrat Jans gesagt, wird der administrative Aufwand durch diese Lösung reduziert. Das ist sicherlich etwas, was begrüssenswert ist.

Ich sage auch noch kurz etwas zum Begriff "grenzüberschreitende Zivilprozesse". Ich habe es schon in meinem ersten Votum gesagt und wiederhole es einfach noch einmal: Dieser Begriff ist insoweit verwirlich, als es sich um ausländische Prozesse handelt, die sozusagen grenzüberschreitend in die Schweiz kommen, nicht um inländische Prozesse, die grenzüberschreitend ins Ausland gehen.

Zu guter Letzt noch eine Bemerkung zu Kollege Flach: Der Bundesrat wird keine Verordnung machen; die Regeln für die Einvernahmen legt der ausländische Staat fest; die Regeln kontrolliert das ausländische Gericht. Aber – das ist eine Bemerkung an die Adresse von Herrn Addor und Herrn Golay – entscheidend ist auch, dass die Schweiz als Rechtsmittelbehörde das Recht hat, an diesen Einvernahmen teilzunehmen. Dadurch ist garantiert, dass die Rechte der Personen, die in diese Verfahren involviert sind, geschützt werden.

In diesem Sinne bitte ich Sie, dem Entwurf für den Bundesbeschluss mit diesen Ergänzungen und Korrekturen zuzustimmen.

Dandrès Christian (S, GE), pour la commission: J'aimerais réagir aux déclarations de MM. Addor et Golay. Les principes de souveraineté et de territorialité ne sont pas des professions de foi; ce ne sont pas des principes religieux que l'on doit sanctifier, auxquels on doit rendre un culte dans tous les domaines ou en toutes choses. Le but de ces principes est de protéger la population et pas de lui compliquer la vie. C'est cela qui doit être notre étoile polaire dans l'examen de ce dossier.

On doit donc faire un examen rigoureux de l'utilité du régime d'autorisation. On doit se demander concrètement comment cela se passera et quelle sera la portée du consentement en pratique. On peut le dire de manière très claire: ce système de consentement apportera une protection aux témoins et aux parties qui sera meilleure que celle qui existe en droit interne. Parce qu'en droit interne, comme témoin, vous ne pouvez pas refuser de témoigner. Vous ne pouvez pas dire au juge: "Stop, j'arrête, je refuse de témoigner, cela va trop loin." Vous ne pouvez pas dire: "Je ne suis pas d'accord." En outre, vous n'avez pas la possibilité de vous faire conseiller par un représentant de l'administration. Un témoin ne peut pas se faire assister par un avocat. Dans notre cas, un représentant de l'administration pourra conseiller en amont le témoin. Il pourra même participer à l'audition et conseiller à la personne entendue d'arrêter. Si la personne décide alors de suivre ces conseils, qu'elle considère comme avisés, et refuse de témoigner, mais que le juge étranger continue, il y aura une poursuite pénale. L'article 271 du code pénal permet de lancer une procédure judiciaire. On a donc un régime extrêmement protecteur auquel le système de l'autorisation n'apporte absolument rien de plus. Par contre, il rallonge la procédure et coûte plus cher.

Quand vous êtes en Suisse – parce que cela concerne également les parties et qu'il y a des mécanismes de réciprocité avec d'autres Etats – et que vous voulez obtenir une pension alimentaire d'une personne à l'étranger – Mme Keller-Sutter a pris l'exemple d'une personne qui réside aux Etats-Unis –, vous devez payer la procédure d'autorisation qui peut durer des mois. Cela a des conséquences. C'est ce que l'on doit avoir à l'esprit. C'est la raison pour laquelle on doit accepter cette proposition.

Präsidentin (Riniker Maja, erste Vizepräsidentin): Wir stimmen über den Nichteintretensantrag der Minderheit Addor ab.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.035/29479)

Für Eintreten ... 123 Stimmen

Dagegen ... 65 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Bundesbeschluss über den Einsatz elektronischer Kommunikationsmittel in grenzüberschreitenden Zivilprozessen

Arrêté fédéral concernant le recours aux moyens de communication électroniques dans les procédures



civiles internationales

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1–3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1–3

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Änderung eines anderen Erlasses

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Modification d'un autre acte

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 24.035/29480)

Für Annahme des Entwurfes ... 123 Stimmen

Dagegen ... 65 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Abschreibung – Classement

Antrag des Bundesrates

Abschreiben der parlamentarischen Vorstösse

gemäss Brief an die eidgenössischen Räte (BBl 2024 792)

Proposition du Conseil fédéral

Classer les interventions parlementaires

selon lettre aux Chambres fédérales (FF 2024 792)

Angenommen – Adopté

AB 2024 N 1651 / BO 2024 N 1651

Präsidentin (Riniker Maja, erste Vizepräsidentin): Das Geschäft geht an den Ständerat.